

La Presse
Forum, vendredi 12 mars 2004, p. A15

La "démocrature" de Vladimir Poutine

Quelle est la solution de rechange? se demandent les Russes, avec cynisme et défaitisme

Michel Roche
Chercheur associé au CEIM
Auteur de *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie : la démocratie confisquée*, publié en 2000 chez L'Harmattan.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, un nombre croissant d'observateurs s'interroge sur le caractère démocratique du régime politique russe. La tenue d'élections, législatives et présidentielles, sur une base régulière et l'existence du multipartisme n'arrivent plus à masquer l'autoritarisme qui caractérise les rapports entre l'État et les citoyens.

Force est d'admettre aujourd'hui que la Russie post-soviétique apparaît foncièrement inégalitaire, autant sur le plan politique que sur le plan de la répartition de la richesse. Le président dispose de l'essentiel du pouvoir. Plusieurs ministres, parmi les plus importants, ne répondent pas de leurs actes devant le premier ministre ; plutôt ils rendent plutôt des comptes au président à qui ils doivent leur nomination. Le Parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement des décisions du pouvoir exécutif. Même les milieux d'affaires, les soi-disant oligarques, n'arrivent pas véritablement à se constituer en force autonome. Les médias électroniques, désormais revenus sous la coupole de l'État, se limitent à relater les activités quotidiennes du président, sans questionner la moindre de ses actions. On est loin des années de glasnost. Il n'existe aucun contre-pouvoir, et le président veille lui-même à ce qu'il n'y en ait pas.

Popularité ne signifie pas démocratie

L'erreur, fréquente, consiste à présenter l'autoritarisme du régime politique russe actuel comme un phénomène très récent. En réalité, le virage autoritaire est bien antérieur à l'élection de Vladimir Poutine. On oublie trop souvent que si la population soviétique aspirait à la liberté politique, il en est autrement de leurs attentes concernant les changements

socio-économiques. Le scepticisme et la méfiance de la population à l'égard des privatisations et de la libéralisation des prix étaient tels que, pour des raisons strictement politiques, les *restaurateurs* du capitalisme, regroupés autour de Boris Eltsine, ont choisi la méthode la plus rapide et la plus brutale – la thérapie de choc – pour rendre la transition irréversible, avant qu'un mouvement d'opposition ne remette en question le processus.

La thérapie de choc elle-même n'a pas suffi à assurer des assises politiques solides à ceux qui profitaient du nouvel ordre établi. Il fallait également s'assurer qu'aucune institution légitime ne puisse bloquer les décisions et projets de «réforme» de l'Exécutif. Le système politique hérité de Gorbatchev, qui accordait des pouvoirs importants au Parlement, était devenu un obstacle à la transition accélérée au capitalisme. Eltsine tirera profit de la crise politique de l'automne 1993 pour imposer une nouvelle constitution qui rend le nouveau parlement, appelé «Douma» comme à l'époque de Nicolas II, pratiquement inapte à s'opposer à la volonté de l'Exécutif, autrement dit, à la volonté du président.

La nouveauté depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine réside dans le contrôle exercé par l'État sur les médias électroniques, la mise à l'écart des oligarques tentés d'investir la sphère politique comme à l'époque de Eltsine, et une nouvelle guerre de Tchétchénie (après celle de 1994-1996) qui permet de justifier le renforcement de l'État, le contrôle de l'information et la pénétration des services de sécurité dans les cercles dirigeants. Si Poutine n'était pas aussi populaire, la réalité autoritaire du régime n'en serait que plus évidente. Mais «popularité» ne signifie pas «démocratie». L'histoire regorge d'exemples de dirigeants autoritaires et de dictateurs qui ont joui d'une popularité bien réelle. Dans le cas de Poutine, sa popularité s'explique par ses prétentions à renforcer un État meurtri depuis l'éclatement de l'URSS et la thérapie de choc, par les gestes en apparence hostiles à l'oligarchie qui font plaisir à une population appauvrie, par une exploitation habile de la nostalgie de l'époque où tous bénéficiaient de la sécurité physique et économique. La conjoncture économique favorable des cinq dernières années y est aussi pour quelque chose. Sa popularité s'explique également – et surtout – par l'extrême faiblesse de la société civile : quelle est l'alternative à Poutine, se demandent les Russes, avec cynisme et défaitisme, dans un contexte où la population est atomisée et la télévision le principal outil d'information ? L'État occupe donc les vastes

espaces laissés en plan par la société civile embryonnaire. Il le fait d'autant plus facilement que Poutine agit de manière à empêcher toutes formes d'opposition.

Une transition à l'économie de marché désastreuse

La dictature du parti communiste à l'époque soviétique reflétait la faible légitimité de l'élite bureaucratique au pouvoir. Il en va de même pour l'élite russe actuelle, qui doit ses privilèges et sa fortune à un changement sociétal dont les résultats, pour la majorité de la population, ne sont guère brillants. Sur le plan économique, les résultats sont d'autant plus inacceptables que c'est justement pour remédier aux problèmes de l'économie soviétique que des réformes ont été entreprises. Qu'on en juge : la production a chuté de 50%; la proportion des technologies avancées utilisées dans la production représente moins de 1% du total, alors que le seuil critique pour accuser un retard technologique se situe à 15%; la part du PIB consacrée à la science et à la recherche scientifique n'est que de 0,4% alors qu'elle devrait atteindre les 2% pour éviter la destruction du potentiel scientifique. Des résultats aussi désastreux se répercutent naturellement sur le plan social : le rapport entre les revenus des 10% plus riches et des 10% plus pauvres est de 23 à 1 alors que dans les pays développés, il est généralement d'environ 10 à 1; la population décroît au rythme de près d'un million par année; l'espérance de vie des hommes ne dépasse pas 59 ans (la moitié des jeunes d'aujourd'hui ayant 16 ans ou moins n'atteindra jamais l'âge de 60 ans). On pourrait multiplier les exemples dans tous les domaines de l'existence : criminalité, alcoolisme, épidémies, etc.

Que seulement 15% de la population appuie le gouvernement et ses politiques ne devrait donc pas surprendre. Ce chiffre correspond, *grosso modo*, au pourcentage de la population qui a connu une amélioration de sa situation matérielle. Seul Poutine est épargné, puisqu'il confie à d'autres le soin de mettre en branle des politiques économiques et sociales impopulaires et se donne le beau rôle de protecteur des intérêts de l'État et de la population contre les oligarques, les premiers ministres et les prétendus terroristes. Qui plus est, profitant de l'étonnante passivité de la population russe et du vide provoqué par l'absence de mouvement d'opposition, Poutine pourra ainsi se faire réélire facilement, sans avoir besoin de tricher.

L'élite au pouvoir ne peut certes pas compter sur un seul individu – en l'occurrence, Poutine – pour assurer sa pérennité. Elle a besoin des garanties les plus solides pour empêcher toute contestation sociale de l'ordre établi, même s'il faut, pour cela, partager le festin avec quelques nouveaux venus, tels le «clan de Saint-Petersbourg» et les «siloviki» (les membres des services de sécurité). Le néolibéralisme radical, qui caractérise la sphère de l'économie et des rapports sociaux en Russie, ne saurait survivre dans une démocratie libérale digne de ce nom. Par conséquent, le maintien d'un régime autoritaire, privant la majorité de la population de toute possibilité d'influencer le cours des événements, demeure une nécessité vitale pour l'élite au pouvoir.